Interview de Paul Collowald: Raymond Barre à la Commission européenne (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

Source: Interview de Paul Collowald / PAUL COLLOWALD, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 27.-28.06.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:16:39, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/interview_de_paul_collowald_raymond_barre_a_la_commission_europeenne_sanem_27_et_28_juin_2002-fr-3df7dca7-bdad-4593-92f7-8874dc957564.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Paul Collowald: Raymond Barre à la Commission européenne (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

[Etienne Deschamps] Quels rapports Raymond Barre entretenait-il avec les milieux économiques et monétaires européens?

[Paul Collowald] Alors, Raymond Barre a débarqué à Bruxelles dans des conditions un peu particulières. D'abord, la manière dont ça s'est passé: Raymond Barre étant professeur d'économie à Paris, la situation d'un professeur c'est de temps en temps d'être dans un jury d'examen. Et il était dans un jury d'examen et il y a un huissier qui lui dit: «L'Élysée vous appelle au téléphone.» Alors, Barre, qui de temps en temps est assez malicieux, se dit: «Ça y est, c'est quelqu'un qui veut me faire une blague.» Et on dit: «Non, c'est Burin des Roziers», c'était donc le secrétaire général de l'Élysée. Alors, il prend le message et il dit: «Le général veut vous voir.» «Ah! Je suis en jury d'examen! Écoutez, quand même…oui, bon…mais quand?» «Ah, mais le plus vite possible.» Alors, il lui dit: «Écoutez, je suis dans un jury d'examen, j'en ai pour la matinée.» «Eh bien, le général vous attend cet après-midi.» «Ah bon.» Alors, il va voir le général, «Monsieur le professeur…», on parle d'un certain nombre de choses et puis, à la fin, le général lui dit: «Voilà, vous pouvez y réfléchir, mais vous devez aller à Bruxelles.» «À Bruxelles?» «Eh bien, oui. La Commission est en train de se reconstituer et fusionner et vous êtes le plus apte à remplir ces fonctions, parce que le vice-président français, au fond, tel que Robert Marjolin, avait sa direction générale et tout ça, va être au centre de toute une réflexion et de toute une action, les Anglais sont revenus à la charge, ils ont fait la demande pour rentrer et alors on va avoir besoin à la Commission de quelqu'un qui puisse parler…», le général n'est sans doute pas entré dans les détails du «stop and go», de la livre sterling, mais Barre a compris que c'était ça. Et, donc, voilà. Alors, finalement, Raymond Barre accepte et le voici donc dans un univers un peu inconnu pour lui. Il avait trempé dans la politique, parce qu'il avait été le directeur de cabinet de Jeanneney, qui était ministre de l'industrie et, à titre de ministre de l'industrie, il était en charge de la CECA. Donc, Barre ne venait pas tout à fait là-dedans comme un innocent et puis il connaissait un peu le politique, mais lui, souvent, il a répété avec un peu de coquetterie: «Moi, je ne suis pas un politicien» – ce qui est encore autre chose qu'un homme politique, j'entends bien. Il arrive à Bruxelles, il a un chef de cabinet adorable, Jean-Claude Paye, qui sera d'ailleurs un jour secrétaire général de l'OCDE et qui, alors, me passe un coup de téléphone, en disant: «Voilà, écoutez, on m'a donné un organigramme, il y a un porte-parole, il y a un porte-parole adjoint, c'est vous. C'est vous qui vous occupiez de Marjolin, vous allez vous occuper de Raymond Barre. «Oui, j'ai dit, c'est très bien. Venez.» Alors, il y a eu ce premier entretien et alors Raymond Barre avec son air un peu malicieux – je crois qu'il avait un problème des yeux, parce que quelques fois, il clignotait un petit peu comme ça, mais il avait un regard très, très, très scrutateur et en même temps malicieux – il me dit: «Alors, Collowald, expliquez-moi un peu le problème de la presse ici. Vous vous en occupez, qu'est-ce qui va être dur?» «De toute façon, me dit-il, pour vous ça ne va pas être facile, parce que j'arrive avec le péché originel.» Alors, je dis: «Monsieur le président, le péché originel je l'ai aussi, moi, c'est comme vous.» «Non, non, c'est le général de Gaulle qui m'a nommé, ça se sait, donc, les commentaires que j'ai déjà vus dans la presse anglaise, allemande et tout ça 'Le général a envoyé le professeur Barre pour…'– alors là, on peut chercher des expressions convenables – 'pour regarder de près les dossiers britanniques'.» Et comme tout le monde savait que le général n'était pas spécialement ouvert à ce genre de choses, l'arrivée des Britanniques, puisqu'un jour il a dit: «L'Angleterre je la voudrais toute nue», il fallait donc que ce soit quelqu'un qui connaisse bien l'économie, le monétaire, etc. Donc, j'ai dit: «Si c'est ça le péché originel, effectivement, c'est un nouvel aspect des choses, mais je vous comprends tout à fait. Vous avez raison, ça ne va pas être facile, parce que du côté anglais, alors là ça va tirer à boulets rouges et du côté allemand, les Allemands sont extrêmement irrités sur certains aspects de ce qui est en train de se passer. Parce qu'en 1967, il ne faut pas oublier que nous étions quand même très proches de la crise de la chaise vide. Que Jean Rey, qui avait la présidence de cette Commission fusionnée, avait eu, j'allais dire le feu vert de l'Élysée. Le Kennedy Round, il l'avait bien mené, c'était contre les Américains un petit peu. Mais nous étions quand même dans cette période de l'après-crise. Donc, le fait que, disons-le, Walter Hallstein ait été débarqué, la presse allemande avait ressenti quelque amertume. Alors, on entrait là dans une nouvelle phase. Tout le monde se disait: «Le général, il se permet tout, il fait sauter Walter Hallstein, c'est la chaise vide, il veut pas les Anglais… Et puis, comme toujours, finalement, il est très malin, il envoie le professeur Barre, ça va être une belle partie avec les Anglais.» Alors, on constate cela et il me dit: «Bon, on va se mettre au travail. Alors, quels sont les grands journalistes?» Je dis: «Écoutez, puisqu'on vient de parler

de la presse allemande, il y a, à la Frankfurter Allgemeine Zeitung, il y a un journaliste tout à fait remarquable qui est Herbert Götz.» Et alors, je lui ai cité comme ça quelques noms et il dit: «Bon, eh bien, écoutez, prenons l'agenda. On va le rencontrer, vous lui direz, voilà, je suis prêt à le recevoir.» Herbert Götz était absolument ravi, parce que, lui, avait une formation économique qu'il m'avait expliquée, etc. Ce qui fait que, comme Herbert Götz ne parlait pas bien français et que Barre ne parlait pas bien allemand, j'ai fait un peu l'interprète et par moments je voyais que c'était presque des spécialistes qui parlaient – je savais évidemment qui était Schlumpeter, etc., mais c'était un niveau technique, je dirais assez avancé sur l'idée que se faisait des progrès sur le plan économique et monétaire le nouveau vice-président en charge de ce secteur de la Commission de Jean Rey. Bon, on a continué sur ce type de travail et alors, comme tous les commissaires, Raymond Barre était sollicité dans telle ou telle circonstance pour intervenir, faire un discours. Et alors, moi, je voyais bien mes collègues d'autres nationalités, on nous avait dit à l'époque, Smoquina, le porte-parole, et ensuite Bino Olivi avaient toujours dit à tous les commissaires: «Nous, on a assez de travail, ne nous confondez pas avec des membres de votre cabinet, nous ne sommes pas vos nègres, nous ne rédigeons pas vos discours.» Alors, il y avait tout le temps des exceptions et alors je me suis dit: «Tiens, ça va être intéressant pour Raymond Barre. Je vais voir quelle attitude…» Mais ça a été très simple. Ce problème a été abordé d'une manière, d'une simplicité biblique. Raymond Barre, lui, il prenait sa plume, il a toujours écrit tous ses discours. Jamais de nègre! Il avait cette petite écriture fine. La seule chose, c'est que quand je l'accompagnais dans telle ou telle circonstance, je lui disais: «Écoutez, Président, on n'est jamais mieux servi que par soi-même, donnez-moi, s'il vous plaît, votre discours ou une partie, je vais rédiger un résumé que je vais vous présenter, parce que ça va être la dépêche pour France Presse ou pour les autres là, qui sont pressés, etc. Si vous voulez qu'un message passe, trois points passent…» et à ce moment-là, moi j'avais ses discours avant tout le monde, forcément, puisque je faisais le résumé. Mais je n'ai jamais écrit le moindre papier pour Raymond Barre. Donc, ça c'est, je veux dire dans la vie des commissaires, c'était une exception. Alors, donc, Raymond Barre commence à avoir ce dossier sur les bras et les négociations se mettent en marche avec pas mal de difficultés. Et, pour arriver à des épisodes marquants, au fur et à mesure que l'on voyait des réponses positives de part et d'autre, on voyait aussi l'endroit où ça allait être très difficile. Et on se demandait à quel moment il y aurait l'heure de vérité. Alors, elle est venue d'une manière, j'allais dire…un peu une surprise, mais c'était dans l'ordre naturel des choses puisque ce qui avait été mis en marche pour les nouvelles négociations avec les Anglais était la conséquence d'un autre chapitre, qui est le sommet de La Haye, décembre 1969. Bien. Mais de là est sortie la décision d'aller à l'ouverture puisque, désormais, la vie en commun était difficile. J'ai en tête un article de Michel Debré qui, lui-même, disait qu'«il faut s'en sortir maintenant, le ménage est en danger» et l'élargissement est intervenu là-dedans. Mais pour préparer l'élargissement, forcément, il y a eu deux phases successives: premièrement, le feu vert qui devait intervenir pour l'entrée des Anglais et, d'autre part, ce que l'on pouvait mettre sous le terme d'Union économique et monétaire. Et c'est là où Raymond Barre a joué un rôle très important: premièrement, ce qu'on appelle le mémorandum de la Commission, mais c'est le plan Barre, de février-mars 1969, qui, quasiment, a été au cœur des délibérations du sommet de La Haye comme chapitre économique et politique, ça c'est sûr. La Commission n'a pas joué un grand rôle officiel à l'époque, pour différentes raisons sur lesquelles on peut revenir. Mais c'est Raymond Barre, au fond, qui a mené toute cette opération. Alors, faisons un peu de grandes enjambées dans l'histoire: feu vert, décembre 1969; négociations, 1970-71; et nous arrivons alors en 1971. Alors là, il y a l'entretien Heath-Pompidou, à Paris, au mois de mai, et là, ils se parlent alors, j'allais dire au sommet, Heath-Pompidou, et on voit clairement qu'il faut en finir. Alors, on assiste à une séance, à laquelle j'ai assisté, à Luxembourg, au Kirchberg, dans les locaux du Conseil des ministres, où, à l'ouverture de la séance, c'était à la mi-juin 1971, ironie du sort, c'est Giscard d'Estaing qui dit: «Voilà quelle est la position française.» C'est le feu vert qui, non pas balaye, mais gomme complètement le dossier assez dur et abrupt de Barre au nom de la Commission, parce qu'il estimait que la Commission, elle fait son travail sur ce dossier délicat et là, c'est une décision politique. Je dis «ironie du sort» puisque c'est, finalement, quelques années plus tard, que le président de la République, etc., appelle Raymond Barre comme premier ministre. Bien. Mais ce jour-là, je pense que la conséquence de cet acte du gouvernement, Pompidou dit: «Ça suffit, on y va» a fait que Barre, considérant – alors là, c'est le côté, j'allais dire prof, hein?, et vice-président de la Commission, il dit: «Non, mais ça ne va pas. Nous on a étudié ça, on a telle et telle objection, on n'a pas répondu à cette objection et on nous dit: "Le dossier, c'est ok, c'est terminé".» Alors, Raymond Barre était furieux et il n'a pas pu le cacher à la sortie du Conseil des ministres. Ce qui fait qu'au Kirchberg, à la sortie du bâtiment, là il y a des escaliers, c'était le mois de juin, le soleil, les journalistes qui attendaient… Et alors, je ne peux pas vous rappeler, je ne les ai pas apprises par cœur les

deux, trois phrases de Barre. Les journalistes – enfin là il y avait Philippe Lemaître pour Le Monde, et les autres qui notaient la réaction de Barre et puis le constat: «Ça y est, les négociations sont terminées, etc.». Et moi, j'ai compris que ce jour-là, Raymond Barre ne pourrait pas devenir président de la Commission, puisqu'il était question que le président de la Commission, après l'élargissement, serait un Français. Et je crois que le président Pompidou a estimé que Raymond Barre l'avait critiqué quasiment publiquement et le résultat des courses, c'est que c'est un membre du cabinet de Pompidou, François-Xavier Ortoli, qui est devenu le premier président de la Commission. Alors ça, je ne vous apporterai pas des preuves scientifiques, je pense que ce n'est pas écrit quelque part, mais je ne suis pas le seul à le penser.